



Messieurs les Ministres,

Les Fédérations UNSA et CFTC vous ont rencontré dernièrement et vous ont fait part des préoccupations légitimes de vos personnels. Nous ne reviendrons pas sur les propos que nous avons pu échangé de manière franche et directe lors de nos dernières rencontres. Aujourd'hui nous nous trouvons dans un cadre institutionnel et il nous paraît bon de graver dans le marbre certaines de nos revendications.

Tout d'abord nous contestons totalement la décision prise par le gouvernement de geler les salaires des fonctionnaires. Tant bien même que le Premier ministre nous fasse miroiter une hypothétique clause de revoyure. La clause de revoyure annuelle évoquée par le Premier ministre ne saurait nous satisfaire. Comme tous les salariés, les agents du ministère de l'Economie et des Finances ont droit à une négociation salariale annuelle et non à une éventuelle revoyure annuelle sur le gel de leur rémunération.

Pour le personnel des administrations économiques et financières, c'est la triple peine assortie de la perpétuité !!!

Triple peine car en tant que citoyen nous supportons déjà la hausse de la fiscalité et des prélèvements sociaux, en tant que fonctionnaire nous subissons le gel du point d'indice, et en tant qu'agent des finances nous sommes les plus frappés par les suppressions d'effectifs et la baisse du taux de promotion.

Perpétuité car depuis 2010, notre pouvoir d'achat régresse et, suite à vos annonces de poursuivre le gel jusqu'en 2017, cela va s'aggraver. Ce qui se passe c'est une paupérisation du personnel de la Fonction publique et nous vous prédisons bien des soucis si elle continue à ce rythme.

Déjà nos collègues de la Justice nous signalent des agents obligés de dormir dans leur voiture en région parisienne faute de pouvoir se loger. Des fonctionnaires mal payés cela entraînera très vite une démotivation qui déjà commence à se faire sentir, peut-être même serez-vous confronté à des dysfonctionnements.

Monsieur le Ministre, on ne peut faire avancer une administration à coups de mauvaises nouvelles, de rémunérations dégradées et ce sans espoir d'amélioration.

2017 pour nombre d'entre nous qui ont déjà du mal à boucler les fins de mois c'est très loin. Plus de la moitié des fonctionnaires de ce pays sont de catégorie C. Une baisse de pouvoir d'achat de 6% c'est peu important pour vous mais pas pour eux ! Nous attendons de vous, des mesures concrètes en faveur de votre personnel, susceptibles de le remobiliser.

Dans cette attente, nos Fédérations CFTC et UNSA se mobiliseront pour faire de la journée d'action Fonction publique du 15 mai une réussite.

L'administration centrale en ce moment fait les frais d'une volonté de mutualisation à outrance et perd ainsi certaines missions qui sont transférées. Outre cette volonté de réorganiser ou de restructurer sans fin à tout prix, ne faut-il pas prendre en compte les symptômes inévitables sur les agents, tel que l'insécurité professionnelle, la dévalorisation ou la perte de l'expérience qui engendre également de réelle difficulté en matière de mobilité. Au niveau de l'administration centrale il est temps de stabiliser les structures et les missions.

Par ailleurs, nous revendiquons, le classement de la Douane et de la DGFiP en administrations prioritaires. Les évènements de Lançon de Provence ou un trafiquant de drogue est tombé sous les balles des douaniers en légitime défense montre à quel point ce métier est dangereux et utile à la société. Pourquoi traiter les douaniers différemment de leurs collègues de la police nationale.

La lutte contre tous les types de fraude est bien une mission prioritaire. N'oubliez pas qu'elle peut générer d'importantes rentrées d'argent pour le budget.

Pour la DGCCRF, il est temps d'acter que cette administration est en sous-effectif et qu'il convient de la renforcer bien au-delà de 15 emplois par an. La loyauté des transactions, la conformité des biens mis sur le marché et la sécurité alimentaire de nos concitoyens seraient-elles moins importantes que l'éducation de nos enfants ? Si vous pouvez créer 60.000 emplois à l'éducation nationale, vous devriez pouvoir trouver les ressources nécessaires aux missions prioritaires de notre ministère.

La DGFiP ne peut continuer à voir ses effectifs année après année baisser drastiquement. Bientôt arrivera l'heure des choix car cette administration ne pourra continuer ainsi en assumant toutes les missions qui lui sont dévolues.

La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale passe aussi par des moyens suffisants et efficaces. N'oubliez pas non plus que la DGFiP est le point d'accueil le plus important du ministère et peut être de l'Etat. Des services désorganisés et démotivés ne feront que donner une mauvaise image de l'Etat.

Nous souhaitons aussi avoir des garanties sur le maintien de l'organisation actuelle en Directions régionales de l'INSEE. Les projets actuels de centralisation accrue et d'externalisation nous paraissent dangereux quand on connaît les mauvais résultats des expériences passées dont l'ONP dernièrement. La gestion de la statistique française ne peut être le jeu d'idéologies passées.

Nous avons une responsabilité commune de préserver cette qualité reconnue au niveau mondial et ce n'est certainement pas en utilisant de mauvaises recettes que l'on y parviendra.

Au niveau de l'INSEE, il y a aussi la situation de la gestion des personnels et notamment des enquêteurs qui pose problème entre difficultés à se voir rembourser les frais de missions et contrats précaires, l'Etat se met dans une situation d'être un très mauvais employeur. A contrario, nous demandons l'exemplarité de l'Etat patron. Les contrats des enquêteurs doivent être revus afin qu'ils soient correctement traités et rémunérés. La loi Sauvadet doit être appliquée et notamment la possibilité de rendre statutaires ces emplois permanents.

Aussi Monsieur le ministre, nous serons très attentifs à vos réponses sur tous ces sujets.